



Vœu

SESSION PLÉNIÈRE DU CONSEIL RÉGIONAL RHÔNE-ALPES

Mercredi 14, jeudi 15 et vendredi 16 décembre 2011

Arrêtons le fichage des données personnelles des scolaires et lycéens

Exposé des motifs :

Le ministère de l'Éducation Nationale crée, depuis plusieurs années, de nombreux traitements numériques de données à caractère personnel, concernant l'état civil, les compétences, l'orientation ou d'autres données sensibles.

La liste des applications mises en œuvre est déjà impressionnante et continue de croître : Base Elèves 1^{er} Degré, Base Nationale des Identifiants Elèves, Livret Personnel de Compétences, Sconet, Affelnet (6, 3, 1^o et post BEP), Admission post-bac (APB), Notanet, Insertion dans la Vie Active (IVA), École ouverte, fichier des décrocheurs, fichier de l'absentéisme...

Un Identifiant National Elève (INE) unique est attribué à chaque élève et est centralisé dans la base nationale. Il permet de mettre en relation des fichiers dont l'existence porte atteinte aux droits de l'enfant et ne respecte pas le droit à la vie privée. Le droit à l'oubli et à la possibilité de ne pas être enfermé dans son passé n'existe plus, en ôtant toute trace tangible et mesurable, la confiance dans les capacités de progrès des élèves est fortement compromise.

Alors que l'évaluation des élèves devrait toujours être au service de leurs progrès en donnant des repères pour qu'ils puissent travailler en toute sérénité, les évaluations nationales servent en fait et pour l'essentiel, à classer les élèves, les écoles et les établissements. Elle est un moyen de contrôler « technocratiquement » les acquisitions en les réduisant à des comportements standardisés. Elle appauvrit la pédagogie des enseignants et dégrade le climat de l'école. De plus, la mise en œuvre des Livrets Personnels de Compétences, déjà informatisés dans les établissements secondaires et devant l'être prochainement dans toutes les écoles, transforme le rôle éducatif de l'évaluation en un outil standardisé de traçabilité absolue, de tri précoce et d'exclusion. En réalité, ces livrets relèvent d'une conception étriquée de l'apprentissage ; ils juxtaposent des compétences hétéroclites et loin de constituer une aide au suivi des élèves, est vécu comme une obligation génératrice de perte d'énergie et synonyme de contrôle.

Récemment, l'article 4 de la loi Warsmann (2011-525 du 17 mai 2011) a ouvert la porte des croisements de données entre administrations. Désormais nul ne pourra jamais garantir totalement la sécurité des données numériques.

Le rôle de l'Etat devrait être de préserver les libertés de chacun. Le Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU a demandé à la France, en juin 2009, que « seules des données anonymes soient entrées dans des bases de données et que l'utilisation des données collectées soit régulée par la loi, de manière à en prévenir un usage abusif.»

Il n'en est rien. La mise en place de ces traitements numériques, présentés comme de simples outils de gestion et de pilotage, alors qu'il s'agit d'énormes bases de renseignements sur les enfants et les jeunes, s'effectue en contradiction avec les lois existantes, notamment la loi Informatique et Liberté d'où :

- Les arrêts du Conseil d'Etat du 19 juillet 2010, actant des illégalités de la Base Elèves et de la Base Nationale des Identifiants Elèves et rétablissant le droit d'opposition des parents d'élèves.
- Le rappel à la loi adressé au ministère par le Parquet de Paris au sujet de la mise en œuvre de la Base Elèves dans le cadre de plaintes contre X (plus de 2000 plaintes déposées par des parents d'élèves).

Le Comité des Droits de l'Enfant de l'O.N.U. reproche encore à la France d'attenter au droit à l'éducation, car le fichage peut être utilisé pour détecter des familles en situation irrégulière, ce qui peut inciter ces dernières à ne pas inscrire leurs enfants à l'école.

De nombreux directeurs d'école ont subi de sévères sanctions de la part de leur hiérarchie, allant jusqu'au retrait d'emploi de direction, pour avoir protégé les élèves qui leur étaient confiés en refusant de les fichier. Certains figurent dans le rapport présenté au Conseil des Droits de l'Homme par la Représentante du Secrétaire Général des Nations Unies sur la situation des Défenseurs des Droits de l'Homme dans le monde et ont fait l'objet le 23 avril 2010 d'une intervention auprès du gouvernement français.

Construire le grand service public d'éducation dont notre pays a besoin nécessite des enseignants en nombre et formés, des classes avec moins d'élèves, des moyens financiers et matériels, le retour de la confiance entre les membres de la communauté éducative, et non des systèmes informatiques permettant un pilotage automatisé et un contrôle individualisé des élèves. Il est bon de le rappeler alors qu'une fois encore la rentrée scolaire 2011 est marquée par son lot de suppressions de postes (enseignants, RASED)

En mettant en place pour la rentrée 2012 les Espaces Numériques de Travail, vastes ensembles de services numériques pour l'Education (communication, gestion, collaboration) la Région Rhône Alpes doit donc veiller tout particulièrement à ce que telles dérives n'apparaissent pas.

En votant ce vœu elle suivrait ainsi l'exemple des Régions Corse (27 mai 2011), Provence Alpes Côte d'Azur (24 juin 2011), Pays de Loire (24 novembre 2011) et Midi-Pyrénées (24 novembre 2011).

VCEU :

Pour ces raisons, le Conseil Régional Rhône-Alpes :

Demande solennellement à l'Etat et plus particulièrement au ministère de l'Education Nationale de se conformer aux observations du Comité International des Droits de l'Enfant de l'O.N.U. du 12 juin 2009 et de :

- **stopper toute sortie de données nominatives des écoles et des établissements scolaires actuellement propriétaire des fichiers ;**
- **détruire tous les fichiers informatisés comportant des données nominatives sur les élèves ou leurs parents sorties de l'école ou de l'établissement scolaire.**

Il demande que le ministère de l'Education Nationale s'appuie sur des données chiffrées, non nominatives et sur des échantillons pour mener à bien sa gestion et ses enquêtes statistiques.

Il demande à l'Etat d'organiser une remise à plat de tout le système informatique de l'Education Nationale, en consultant les élus et les parents d'élèves, les syndicats et les enseignants, la CNIL et les défenseurs des Droits de l'Homme, afin de permettre un vrai débat sur l'utilisation des technologies numériques dans le service public d'éducation.

Il demande au ministère de l'Education Nationale la levée de toutes les sanctions à l'encontre des directeurs d'école qui ont refusé d'enregistrer des enfants dans Base Elèves 1er degré, que ce soit pour s'opposer à ce fichage ou pour respecter la volonté des parents d'élèves d'exercer leur droit d'opposition, qui leur a été rendu par l'arrêt en Conseil d'Etat du 19 juillet 2010.

Il demande, enfin, la levée des sanctions contre les enseignants qui ont refusé d'utiliser les évaluations nationales ou d'en faire remonter les résultats.